



PSE : des avancées largement insuffisantes

Poursuivons la mobilisation !

ALUI

Lannion le 28 octobre 2020,

L'annulation de 247 suppressions d'emploi annoncée au CSE-C du 23/10 est une avancée à mettre au crédit de la mobilisation des salariés et de certains élus politiques en particulier à Lannion. Mais 986 emplois supprimés, cela reste inacceptable et très violent.

Ce sont des drames humains en perspective et de l'incertitude pour tous. C'est environ 30% des effectifs de l'entreprise qui disparaissent. La bataille doit continuer par la mobilisation, le soutien aux contre-propositions élaborées par les élus et les salariés.

ALUI	Lannion	Paris-Saclay	Total
effectifs de référence au 30 avril	772	2895	3667
effectifs prévus fin décembre après les départs du PSE 3	754	2774	3528
postes supprimés projet initial PSE	402	831	1 233
Annulation de suppressions de postes	162	85	247
Postes restant supprimés	240	746	986
En % des effectifs de fin décembre 2020	32%	27%	28%
Effectif qui resterait fin 2021	514	2028	2542

Une « nouvelle » activité de cybersécurité pour 112 emplois ?

La direction et le gouvernement se sont fendus de déclarations dithyrambiques sur la création d'une « nouvelle » activité Cybersécurité (97 postes à Lannion, 15 à NPS). Cela ne peut masquer la réalité : un plan de 986 suppressions d'emploi !

Une telle promesse figurait déjà dans les engagements pris par Nokia auprès d'Emmanuel Macron en 2015. Malgré l'insistance permanente des élus du personnel, seule une poignée de salariés travaillent aujourd'hui sur une activité de « sécurité produit ». La direction a caché son manque de volonté de créer ce centre derrière la difficulté à embaucher « l'expert reconnu mondialement » qui aurait eu pour mission de définir le projet en France . Aujourd'hui la direction prétend avoir évolué sur le sujet et vouloir mettre en place un projet fondé sur une double compétence télécom et cybersécurité. Cette nouvelle activité répondrait à une réelle demande des opérateurs stimulée par les nouveaux développements 5G.

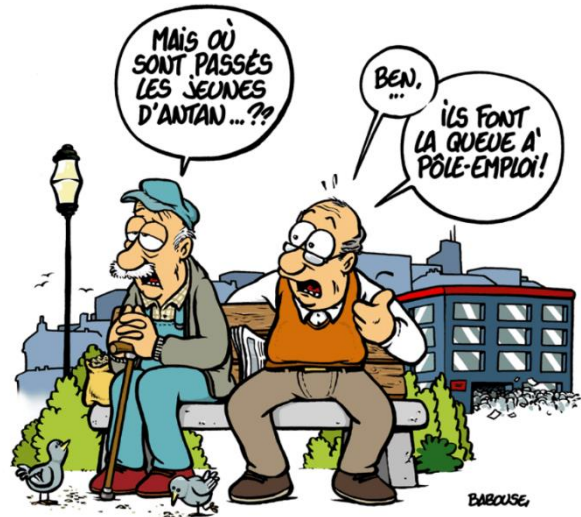
Nous pensons qu'elle ne pourra être un succès qu'à condition de se baser, en majorité, sur la formation de salariés Nokia. Cette équipe pourra être renforcée par l'embauche externe de quelques ingénieurs cybersécurité. Mais la direction doit transformer au plus vite son « ambition » en un véritable projet. Des plans de formation doivent être lancés dans les semaines à venir.

Une annonce bien maigre pour Nozay

Si les suppressions de postes baissent de 40% à Lannion, elles ne baissent que de 10,2% à Nozay (85 annulations). 81 d'entre-elles concernent le service de supervision de réseau spécifique à Verizon, qu'il était prévu de supprimer. En fait, il n'y avait pas d'autre solution : s'appuyant sur le mécontentement du client, le management de ces équipes a réussi à faire admettre l'inanité de cette décision. Malheureusement, des arguments similaires n'ont pas porté dans les autres secteurs.

Sachant que Verizon doit être livré fin 2021 ou courant 2022, nous nous posons la question de la pérennité de cette activité. Pour l'instant, il faut se contenter de vagues supputations sur la nature des quatre ou cinq projets R&D qui seraient attribués à ALUI.

Voilà où en est le « dialogue social » ! Voilà le niveau d'information que l'on daigne nous accorder !



Un montage financier scandaleux

Selon la presse (car ni la direction ni le gouvernement n'ont informé l'intersyndicale), Nokia toucherait 28 millions de nouvelles aides publiques (prises sur le plan de relance Covid) sur 3 ans pour 112 emplois créés, soit 250 000 € par salarié. Ces emplois seraient de plus éligibles au CIR (Crédit Impôt Recherche) à hauteur de 30 %. Ils seraient donc financés à 100% par de l'argent public...

Pour la CGT, si les salaires des équipes qui travaillent sur la cybersécurité sont payés par le contribuable l'état doit exiger de Nokia la garantie que l'activité démarre et qu'elle se poursuive au-delà des 3 premières années. Car ce nouveau cadeau ne servira pas à financer la recherche publique ou à créer des emplois pourtant si nécessaires à l'ensemble de la population (hôpital, enseignement etc...).

Point sur les négociations des mesures d'accompagnement

Parallèlement à la bataille pour faire encore baisser le nombre de suppressions d'emploi, les délégués syndicaux centraux négocient les mesures d'accompagnement. Quelques avancées ont été obtenues. Mais la direction a notamment refusé le principe d'une prime de préjudice réclamée par la CGT pour les jeunes embauchés.

Visite surprise à Lannion

Lundi matin les OS recevaient un mail leur indiquant que messieurs Boisson et Le Grouiec seraient sur le site de Lannion dans la journée. Il ont rencontré séparément le député Bothorel et quelques élus. De toute évidence ces messieurs ne souhaitent toujours pas se confronter à l'ensemble des salariés Lannionais !!

